

La microfinance: un outil efficace pour lutter contre la pauvreté

Prêts pour le succès

«Réduire l'extrême pauvreté et la faim»: on ose à peine imaginer l'ampleur de la tâche qui se cache derrière l'Objectif du millénaire pour le Développement numéro un. Et pourtant! La microfinance fait ses preuves et n'a pas dit son dernier mot.

■ Kafo Jiginew, littéralement l'«Union des greniers», ne pourrait être mieux nommé. Dans un pays dont le premier marché est l'agriculture, ce réseau d'institutions de microfinance (IMF), partenaire de l'ONG SOS Faim Luxembourg, a redonné espoir à bien des producteurs. Alors que seulement 3 % de la population a accès aux services financiers dits «classiques», Kafo ouvre les portes de l'épargne et du crédit à 5 % supplémentai-

res. La condition pour devenir membre est accessible et adaptée: souscrire, dans l'un des 158 guichets du réseau, à la part sociale de 7,62 euros, 3,05 euros pour les plus pauvres et 1,50 euros pour les femmes vivant en milieu rural. «Ce système est un moyen très fort pour le développement économique et social du pays, en permettant la création d'activités génératrices de revenus», explique Alou Sidibe, directeur général de la banque. Et les 92 % de la population encore privés de services financiers? «Notre plan de développement 2009-2014 prévoit une couverture nationale», répond M. Sidibe. Nous avons une vision de bancarisation de masse.

Toutefois, la banque ne considère pas ses services comme une fin en soi. Le directeur déplore

que les politiques de l'Etat se concentrent essentiellement sur les milieux urbains, entraînant l'exode rural et la paupérisation des populations, se trouvant par conséquent désœuvrées. C'est le monde à l'envers: alors que le Mali dispose de toutes les ressources nécessaires pour se nourrir, il importe massivement.

Micro-assurance

M. Sidibe s'inquiète, non sans raison: «On se trouve dans une crise financière internationale. Il y a urgence: nos décideurs doivent impérativement trouver des solutions locales à nos problèmes locaux. Comment prétendre atteindre des OMD sans se préoccuper des besoins de base?»

Bakary Camara, responsable de l'«Unité administrative

spécialisée» du régime «Prévoyance crédit» auprès de Nyesigiso, partage ces inquiétudes. Cet IMF, partenaire de l'ONG luxembourgeoise Appui au développement autonome (ADA), vient répondre à un besoin bien spécifique de la population: éviter le dénuement et l'endettement suite au décès ou l'invalidité d'un proche ayant contracté un crédit auprès de Nyesigiso («Maison de la prévoyance»).

Ce service très particulier, en plus d'assurer le remboursement du crédit du bénéficiaire, offre une «couverture de base» de 100.000 FCFA (150 euros) aux ayants-droits de la victime. Une somme qui, souvent, permet aux proches de financer des funérailles ou de poursuivre une vie normale avant de trouver une alternative financière.

Crédit, épargne ou micro-assurance: ces services, au plus proche des populations, permettent à l'évidence l'amélioration substantielle de leurs conditions de vie.